



## PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE du 23 septembre 2025

*L'An deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à dix-huit heures,  
Le Conseil Municipal de la Commune de LIÈPVRE, étant assemblé,  
en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances en mairie, après convocation légale, sous la Présidence  
du Maire Monsieur Denis PETIT.*

Nombre de conseillers élus :  
19

Nombre de Conseillers en  
fonction :

18

Conseillers présents :  
13

Procurations :  
3

Absent(s) :  
2

Présents : M. Denis PETIT, M. Pascal FEIL, M. Gilbert CRAMPÉ, Mme Christine BATLOT, M. Christophe AUBERTIN, M. Pierrot HESTIN, Mme Josiane DOLL, M. Christophe PANTZER, M. Laurent WALTER, Mme Elodie DODIN, M. Lelio DI SCIULLO, Mme MAURER Mélinna, Mme HESTIN Nadine.

Absents excusés : Mme Maud PETITDEMANGE, M. Yoann LE PIERRES, Mme Pascale LICHTENAUER, Mme Eliane CEBOKLI

Absents : M. Joël BENOIT

Procuration(s) : M. Yoann LE PIERRES donne procuration à Mme MAURER Mélinna  
Mme Pascale LICHTENAUER donne procuration à M. Denis PETIT  
Mme Eliane CEBOKLI donne procuration à M. Pascal FEIL

Secrétaire de séance : Mme Christine BATLOT

### L'ordre du jour :

1. Approbation du P.V. du 20/05/2025
2. Aménagement forestier 2027 – 2031
3. Rapport d'activités 2024 de la Communauté de communes du Val d'Argent
4. Rapport d'activités 2024 du SDEA
5. Budget Général – Admission en non-valeurs de produits irrécouvrables
6. Budget Général – Décision Budgétaire Modificative Nr 2
7. Tarif 2025 - Ordinateurs
8. Protection sociale complémentaire – Approbation de l'accord collectif local prévoyance et participation à la procédure de marché public pour la passation d'une convention de participation prévoyance
9. Création d'emploi et mise à jour du tableau des emplois  
Divers

**DEL2025\_09\_26 (point 1)**  
**Approbation du P.V. du 20/05/2025**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal du 20 mai 2025.

## **DEL2025\_09\_27 (point 2)**

### **Aménagement forestier 2027 - 2031**

Monsieur CRAMPE présente au Conseil Municipal le projet de demande de prorogation de l'aménagement forestier pour 5 ans (2027-31).

L'aménagement de la forêt communale de LIEPVRE a été élaboré pour la période 2007 – 2026, La forêt communale de LIEPVRE est très impactée par des dépérissements. Les étés chauds de ces dernières années ont engendré une vague sans précédent de dépérissement du sapin, de l'épicéa et du hêtre.

Dans ce contexte incertain, il est envisagé de proroger l'aménagement actuel pour d'une part bénéficier d'un document de gestion durable et d'autre part d'un délai de réflexion, d'analyse et de recherche permettant d'engager plus objectivement la révision de l'aménagement en vigueur.

De ce fait, et en accord avec les services de l'ONF, il convient de solliciter la prorogation pour cinq années supplémentaires, soit pour 2027-31, de l'aménagement en vigueur. La révision de l'aménagement sera élaborée à la fin de cette période.

Ce nouvel aménagement pourra être élaboré sur de nouvelles modalités d'aménagement en cours d'élaboration et de nouvelles bases en ce qui concerne les peuplements forestiers.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

**APPROUVE** le projet de prorogation tel qu'il est présenté ;

**PROPOSE** à Monsieur le préfet de la région Grand Est la prorogation de l'aménagement forestier de la forêt communale de LIEPVRE pour une durée de cinq années supplémentaires, soit pour 2027- 2031 ;

**CHARGE** l'Office National des Forêts de déposer auprès des services de la Préfecture le dossier en vue de la prise d'un arrêté prorogeant l'aménagement forestier, conformément aux dispositions du Code Forestier ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire et ses Adjointes à signer tous documents et actes relatifs à ce projet.

## **DEL2025\_09\_28 (point 3)**

### **Rapport d'activités 2024 de la Communauté de communes du Val d'Argent**

Monsieur Jean-Marc BURRUS, Président de la Communauté de Communes du Val d'Argent présente aux élus le rapport d'activités 2024 de la CCVA.

« L'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales expose que le Président de l'Etablissement Public à Caractère Intercommunal (E.P.C.I.) doit adresser au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement. »

Le Maire a précédemment communiqué ce rapport au Conseil Municipal ainsi qu'en publique au cours de laquelle les délégués de chaque commune membre de l'organe délibérant de l'E.P.C.I. peuvent être entendus.

Il est rappelé que ce document est en libre accès sur le site internet de la CCVA :

<https://www.valdargent.com>

Et disponible sur demande en mairie de Lièpvre.

Suite à sa présentation, Monsieur Jean-Marc BURRUS quitte la séance.

Le Conseil Municipal :

**PREND ACTE** du rapport d'activités de l'année 2024 de la Communauté de Communes du Val d'Argent.

<b>DEL2025_09_29 (point 4)</b> <b>Rapport d'activités 2024 du SDEA</b>
---

Monsieur PANTZER Christophe présente le rapport d'activités 2024 du SDEA.

Il indique qu'au printemps, lors de la Commission Locale du périmètre du Val d'Argent, le rapport annuel 2024 sur la qualité et le prix du service public eau et assainissement a été présenté et validé par l'ensemble des délégués présents.

Ainsi, conformément à l'article D 2224-3 du CGCT, il appartient ensuite aux communes de présenter ce rapport à leurs instances délibérantes.

Le rapport annuel peut également être consulté sur le site internet du SDEA ([www.sdea.fr](http://www.sdea.fr), Espaces Usagers, rubrique l'eau dans votre commune), accessible à l'ensemble des usagers et disponible sur demande en mairie de Lièpvre.

Le Conseil Municipal :

**PREND ACTE** du rapport d'activités de l'année 2024 du SDEA.

<b>DEL2025_09_30 (point 5)</b> <b>Budget Général – Admission en non-valeurs de produits irrecouvrables</b>
---

Monsieur Le Maire expose :

Le trésorier propose l'admission en non-valeur de produits concernant des revenus des immeubles pour un montant de 4 320 € (liste nr 7165821815).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**ADOpte** l'admission en non-valeur des produits irrecouvrables pour le Budget Général pour la somme de 4 320 € au compte Nr 6542.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à l'émission des mandats correspondant pour la somme de 4 320 € au compte Nr 6542 pour le Budget Général.

Monsieur Le Maire expose :

Après contrôle de la trésorerie sur les imputations des amortissements passés de 2018 à 2021, il s'avère que certaines écritures sont passées sur des comptes inadaptés.

Par conséquent pour régulariser les imputations, il est nécessaire d'inscrire les crédits suivants :

**Dépenses d'investissements :**

**Chapitre 040**

Article 28181 Amortis installations générales, aménagements divers + 10 700.00 €

Total : 10 700.00 €

**Recettes d'investissements :**

**Chapitre 040**

Article 28135 Amortis installations générales, aménagements constructions + 10 700.00 €

Total : 10 700.00 €

**Dépenses de fonctionnement :**

**Chapitre 042**

Article 681 Dotations aux amortissements + 10 700.00 €

Total : 10 700.00 €

**Recettes de fonctionnement :**

**Chapitre 042**

Article 781 Reprise sur amortissements + 10 700.00 €

Total : 10 700.00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**ADOpte** la décision budgétaire modificative suivante sur le Budget général :

**Dépenses d'investissements :**

**Chapitre 040**

Article 28181 Amortis installations générales, aménagements divers + 10 700.00 €

**Recettes d'investissements :**

**Chapitre 040**

Article 28135 Amortis installations générales, aménagements constructions + 10 700.00 €

**Dépenses de fonctionnement :****Chapitre 042**

Article 681 Dotations aux amortissements + 10 700.00 €

**Recettes de fonctionnement :****Chapitre 042**

Article 781 Reprise sur amortissements + 10 700.00 €

**DEL2025\_09\_32 (point 7)****Tarifs municipaux 2025 – Ajout d'un tarif**

Monsieur le Maire expose aux conseillers municipaux la nécessité de délibérer sur un tarif municipal supplémentaire pour 2025.

Il explique que la commune de Lièpvre a récemment renouvelé l'ensemble du parc informatique de l'école élémentaire. Les anciens ordinateurs peuvent être valorisés par la cession aux associations et citoyens.

Il est proposé de fixer le tarif de ces ordinateurs à 30 € l'unité.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

**DECIDE** de fixer le tarif de vente des anciens ordinateurs de l'école élémentaire à : 30 € l'unité.

**CHARGE** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**DEL2025\_33 (point 8)****Protection sociale complémentaire – Approbation de l'accord collectif local prévoyance et participation à la procédure de marché public pour la passation d'une convention de participation prévoyance**

Lors de la séance du Conseil municipal en date du 25 février 2025 (DEL2025\_02\_06), mandat a été donné au Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin (CDG 68) afin de mener pour le compte de notre collectivité territoriale, une négociation avec des représentants des employeurs publics territoriaux et les organisations syndicales représentatives auprès des comités sociaux territoriaux des collectivités et établissements affiliés, en vue d'aboutir à la conclusion d'un accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance.

La négociation a été menée par un comité paritaire de pilotage et de suivi composé du Président du CDG 68, de représentants des employeurs publics territoriaux et de représentants des organisations syndicales représentatives des collectivités territoriales et des établissements publics

ayant donné mandat au Président du CDG 68, dans le cadre d'un accord de méthode signé le 12 décembre 2024.

La négociation a permis d'aboutir à un accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin signé majoritairement par les membres du comité paritaire de pilotage et de suivi le 7 février 2025.

La négociation qui a permis d'aboutir à cet accord a conjugué le souci d'un dialogue social territorial efficient avec celui du respect du cadre réglementaire, ainsi que des contraintes financières qui pèsent sur le CDG 68 et sur les collectivités ayant donné mandat au CDG 68 ainsi que sur les agents.

L'application de cet accord à notre collectivité territoriale est subordonnée à son approbation par le Conseil municipal.

Sur la base de cet accord, le CDG 68 lancera au printemps 2025 un marché public pour la conclusion d'une convention de participation pour la prévoyance afin de renouveler le contrat en cours qui arrive à son terme le 31 décembre 2025.

La convention de participation est passée au titre d'un contrat collectif ayant pour objet d'assurer aux adhérents le versement de prestations complémentaires aux garanties statutaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Le CDG 68 propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure par délibération.

À l'issue de cette procédure de consultation, la commune de Lièpvre conservera entièrement la liberté d'adhérer ou pas à la convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à un tel contrat se fera par approbation de l'assemblée délibérante et après signature d'une convention avec le CDG 68.

## **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code des assurances ;

Vu le Code de la mutualité ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, ou une réglementation postérieure à la présente délibération le cas échéant ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux ;

Vu l'accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin signé majoritairement par les membres du comité paritaire de pilotage et de suivi le 7 février 2025 ;

Vu les avis du Comité social territorial placé auprès du CDG 68 en date du 13 février 2024 et du 26 novembre 2024 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 février 2025 donnant mandat au Président du CDG 68 pour engager le dialogue social en vue de conclure un accord collectif local en matière de prévoyance

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 27/05/2025 ;

Considérant l'intérêt de se joindre à la procédure de marché public pour la conclusion d'un tel contrat au CDG 68 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation ;

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** d'approuver l'accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin signé le 7 février 2025.
- **DÉCIDE** de se joindre à la procédure de marché public pour la passation de la convention de participation risque Prévoyance proposée par le CDG 68, pour la mise en place d'un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative des employeurs, pour un effet des garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Il est par ailleurs précisé qu'en cas de modification législative ou réglementaire à venir, l'assemblée donne son autorisation pour que le contrat proposé soit adapté en ce sens.
- **PREND ACTE** que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le CDG 68, par une nouvelle délibération et après avis préalable du CST.

### **DEL2025\_34 (point 9)**

#### **Création d'emploi et mise à jour du tableau des emplois**

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2313-1 et R2313-3 ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et suivants et ses articles L411-1 et suivants ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, et notamment son article 3 ;

Vu l'état du personnel de la collectivité territoriale ;

Vu le modèle de délibération proposé par le Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Considérant la nécessité de tenir à jour le tableau des emplois de la commune de Lièpvre,

#### **Emploi d'Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant : temps non complet 3/3**

Considérant qu'il convient de procéder à la création d'un emploi permanent d'Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant relevant des grades de :

ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe

ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe

à raison d'une durée hebdomadaire de service de 24 heures 30 minutes, correspondant à 70 % d'un emploi à temps complet (35 heures).

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de l'emploi permanent susvisé ;

**Le conseil municipal, à l'unanimité :**

### **DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : À compter du 23/09/2025, un emploi permanent d'Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant relevant des grades de :  
ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe  
ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe

à raison d'une durée hebdomadaire de service de 24 heures 30 minutes, correspondant à 70 % d'un emploi à temps complet (35 heures), est créé.

L'autorité territoriale est chargée de procéder à l'actualisation de l'état du personnel.

Article 2 : L'autorité territoriale est chargée de procéder au recrutement d'un fonctionnaire sur cet emploi permanent et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Cet emploi permanent peut également être pourvu par un agent contractuel de droit public sur le fondement de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Article 3 : L'autorité territoriale est chargée de procéder à la déclaration de création d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, dans les conditions et les délais fixés.

**ADOPTE** la création d'emploi d'Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant, temps non complet d'une durée hebdomadaire de service de 24 heures 30 minutes, correspondant à 70 % d'un emploi à temps complet (35 heures) à compter du 23/09/2025.

**ADOPTE** le tableau des emplois mis à jour, tel que présenté en **ANNEXE 1**: Tableau des emplois arrêté à la date du 23/09/2025.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget de la collectivité.

## **ANNEXE 1 : Tableau des emplois**

# DIVERS

Communications du Maire :

Le Carrefour Express de Lièpvre sera inauguré le 7/10/2025, à la suite du changement de propriétaire et de la réalisation de nouveaux aménagements intérieurs.

La toiture du bâtiment communal situé place de la Gare (local Cavalcade) a été entièrement rénovée ; les travaux sont désormais achevés.

La Commission d'Appel d'Offres a retenu l'entreprise Colas-Est pour la réalisation de travaux de sécurisation de la voirie devant l'usine Schmidt.

Monsieur le Maire informe avoir convié, le 19 septembre 2025, les riverains de la rue des Grands Jardins afin d'échanger sur les projets d'aménagement destinés à améliorer la sécurité. Parmi les solutions envisagées figurent notamment la mise en place d'écluses et de plots.

Monsieur le Maire propose aux élus de constituer un groupe de travail sur cette thématique.

Madame DODIN Élodie s'interroge sur l'arrêt des travaux de réfection de la route départementale à l'entrée de Lièpvre. Monsieur le Maire précise que la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) attend la réalisation, par la commune de Lièpvre, des travaux de sécurisation devant l'usine Schmidt fin 2025 puis d'une seconde phase concernant la traversée du village en 2026, avant de procéder à la réfection en enrobé. Monsieur PANTZER Christophe insiste sur la nécessité de rester vigilant quant à la qualité du futur revêtement.

Monsieur Pascal FEIL présente le travail effectué par le SDEA concernant le curage du réservoir d'eau de La vancelle.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire clôt la séance à 20h20.

Fait et délibéré à Lièpvre, les jours, mois et an ci-dessous.

Lièpvre, le 23/09/2025

La secrétaire de séance

Christine BATLOT



Le Maire,

Denis PETIT





# **ACCORD COLLECTIF LOCAL**

## **RELATIF À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AFFILIÉS AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU HAUT-RHIN**



**Version du 07 février 2025**

**SOMMAIRE**

PRÉAMBULE.....	3
1 Cadre général de l'accord.....	5
1.1 Parties prenantes de l'accord .....	5
1.2 Objectifs et enjeux de l'accord.....	5
1.3 Champ d'application et portée de l'accord.....	5
2 Population visée par le contrat .....	6
2.1 Régime du contrat.....	6
2.2 Bénéficiaires.....	6
2.3 Admission au bénéfice du contrat .....	6
3 Garanties d'assurance .....	6
3.1 Garanties minimales .....	7
3.2 Garanties optionnelles .....	8
4 Financement du régime.....	8
4.1 Cotisation d'assurance .....	8
4.2 Participation employeur.....	8
5 Encadrement des pratiques contractuelles.....	8
5.1 Délai de prévenance en cas d'évolutions tarifaires, de résiliation .....	8
5.2 Plafonnement des évolutions tarifaires .....	9
5.3 Reporting annuel obligatoire au titre du pilotage du contrat.....	9
6 Sélection du contrat .....	9
6.1 Procédure de marché public.....	9
6.2 Critères de jugement des offres.....	9
6.3 Attribution du marché .....	9
7 Modalités de suivi de l'accord .....	9
7.1 Comité paritaire de pilotage et de suivi.....	9
7.2 Entrée en vigueur de l'accord collectif local .....	10
7.3 Modification, suspension et dénonciation de l'accord .....	10

## PRÉAMBULE

Les employeurs publics territoriaux, en qualité de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale, ont obligation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, de verser une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès, dénommés garanties prévoyance, auxquelles souscrivent les agents qu'ils emploient.

La participation doit financer des garanties minimales, déterminées par la réglementation en vigueur (décret n°2022-581), proposées, selon la décision de l'employeur, soit sous la forme d'un contrat individuel labellisé, soit via un contrat collectif sélectionné au terme d'une procédure de mise en concurrence.

Les associations d'employeurs, rassemblées au sein de la coordination des employeurs publics territoriaux, et les représentants des organisations syndicales représentatives ont conclu, le 11 juillet 2023, un accord collectif national (ACN) portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux.

Cet accord collectif national prévoit notamment :

- les garanties minimales éligibles à la participation des employeurs ;
- la souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire des agents ;
- le versement d'une participation employeur d'au moins 50 % de la cotisation versée par les agents ;
- la conclusion d'un accord valide local par employeur pour la souscription d'un contrat collectif, ce dernier étant souscrit par l'employeur ou par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de son ressort.

Pour être pleinement effectif, cet accord collectif national appelle une transposition législative et réglementaire.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 a confirmé le rôle d'expertise des centres de gestion qui ont désormais l'obligation de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de santé et de prévoyance.

Les enjeux de ces conventions collectives sont multiples : santé au travail, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroît la complexité.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux et dans la continuité des conventions de participation proposées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin a décidé de construire un cadre de mise en œuvre collectif et sécurisé pour l'ensemble des collectivités affiliées qui souhaiteraient rejoindre la démarche qu'il initie.

L'intérêt de cette démarche commune pour les collectivités réside notamment dans :

- la mutualisation des moyens et des risques qui permettent d'obtenir des conditions tarifaires attractives, de garantir la qualité des prestations et de bénéficier d'une offre performante et adaptée ;
- l'appui et l'expertise du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin qui assurent une sécurité juridique dans la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble de cette opération.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin a fait le choix, par délibération du 15 octobre 2024, d'anticiper en partie la transposition normative de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 en lançant une négociation avec des représentants des employeurs publics territoriaux et les organisations syndicales représentatives auprès des comités sociaux territoriaux de l'ensemble des collectivités et établissements affiliés du département, sur la base de sa compétence de négociation prévue par l'article L224-3 du CGFP pour les collectivités ne disposant pas d'un comité social territorial. La négociation a été menée par un Comité paritaire de pilotage et de suivi dans le cadre d'un accord de méthode signé le 12 décembre 2024.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, les collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et les organisations syndicales représentatives à l'échelle de ce périmètre entendent, au-delà de ces textes, se saisir de cette avancée sociale en s'inscrivant pleinement dans l'ambition de cette réforme par la négociation collective, à laquelle l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique vise à donner un élan.

Aussi, le présent accord collectif local est négocié sur la base de la réglementation en cours à sa date de signature, et avec l'objectif d'anticiper en partie le dispositif de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 qui reste à être transposé en dispositions législatives et réglementaires. Par conséquent, notamment en cas de modification du cadre juridique applicable impactant les dispositions du présent accord, ces dernières pourront être adaptées et précisées par avenant au présent accord.

## **1 CADRE GÉNÉRAL DE L'ACCORD**

### **1.1 PARTIES PRENANTES DE L'ACCORD**

Les parties signataires sont :

- le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin représenté par Monsieur Lucien MULLER et les représentants des employeurs territoriaux des collectivités territoriales et des établissements publics ayant donné mandat au Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin ;
- les représentants mandatés par les organisations syndicales représentatives des collectivités affiliées et des établissements publics ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

### **1.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DE L'ACCORD**

L'accord porte sur la protection sociale complémentaire risque prévoyance.

La négociation qui a permis d'aboutir au présent accord a conjugué le souci d'un dialogue social territorial efficient avec celui du respect du cadre réglementaire, ainsi que des contraintes financières qui pèsent sur le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et sur les collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

Le présent accord a pour objectif de fixer les orientations du dossier de consultation des entreprises destiné à :

- répondre au plus près des besoins en couverture d'assurance des agents ;
- offrir un haut degré de protection du maintien de salaire à un coût maîtrisé ;
- assurer un pilotage du contrat collectif d'assurance dans le respect du dialogue social.

Sur la base de cet accord, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin lancera au printemps 2025 un marché public pour la conclusion d'une convention de participation pour la prévoyance. La convention de participation est passée au titre d'un contrat collectif ayant pour objet d'assurer aux adhérents le versement de prestations complémentaires aux garanties statutaires.

Les termes de l'accord ne préjugent pas des termes du contrat qui sera retenu à l'issue de la procédure du fait de la possibilité réglementaire des candidats d'émettre des réserves.

### **1.3 CHAMP D'APPLICATION ET PORTÉE DE L'ACCORD**

L'application du présent accord au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et aux collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin est subordonnée à son approbation par les organes délibérants respectifs.

Les dispositions du présent accord constituent un socle minimal de garanties qui sera proposé à tous les agents des collectivités territoriales et établissements publics qui adhèrent à la convention de participation mise en place par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

## 2 POPULATION VISÉE PAR LE CONTRAT

### 2.1 RÉGIME DU CONTRAT

L'adhésion des agents au contrat collectif est facultative.

Sous réserve de la législation, le contrat devra prévoir les modalités d'un passage à une adhésion obligatoire pour les garanties incapacité temporaire de travail et invalidité.

### 2.2 BÉNÉFICIAIRES

Peuvent être admis à la souscription du contrat :

- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires et agents contractuels de droit public et de droit privé, inscrits à l'effectif de la collectivité ;
- les fonctionnaires accueillis en détachement par la collectivité ;
- les agents mis à disposition auprès d'une autre collectivité.

### 2.3 ADMISSION AU BÉNÉFICE DU CONTRAT

L'admission aux garanties se fait sans questionnaire médical et sans limite d'âge.

Les délais d'adhésion sont les suivants :

- L'agent qui n'est pas en arrêt de travail à la date d'effet du contrat souscrit par la collectivité peut y adhérer sans condition sous réserve que son inscription intervienne pendant les douze premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat.
- L'agent embauché ou en détachement postérieurement à la date de prise d'effet du contrat souscrit par la collectivité ou de retour de congé parental, de détachement, ou de disponibilité, peut y adhérer sans condition sous réserve que son inscription intervienne dans les douze premiers mois qui suivent la date d'embauche, de détachement ou de reprise.
- Passé ce délai de douze mois suivant la date de prise d'effet du contrat souscrit par la collectivité, la date d'embauche ou de retour, l'adhésion est acceptée à l'issue d'une période de 30 jours sans arrêt de travail.
- L'agent qui est en arrêt de travail à la date d'effet du contrat souscrit par la collectivité peut y adhérer immédiatement, dans le délai de douze mois, les garanties ne s'exerçant pas pour le risque en cours.

## 3 GARANTIES D'ASSURANCE

Les garanties sont complémentaires à la protection sociale de base des agents et sont exprimées par référence à la rémunération des agents.

Afin de disposer d'un contrat à haut niveau de protection à un coût maîtrisé, le contrat proposé se rapproche des garanties du décret n° 2022-581 et tend vers l'accord collectif national du 11 juillet 2023, avec les aménagements suivants :

- **Garanties de base** : Incapacité temporaire de travail + Invalidité
- **Garanties optionnelles (choix de l'agent)** : Minoration de pension de retraite consécutive à une invalidité et/ou Capital décès / Perte Totale et Irréversible d'Autonomie

### 3.1 GARANTIES MINIMALES

#### Garantie Incapacité temporaire de travail :

Les hypothèses suivantes de plafond des prestations sont étudiées pour l'ensemble du contrat :

- Hypothèse 1 : à hauteur de 90 % TIB + NBI (après déduction CSG/CRDS) du traitement net ou du salaire net, déduction faite des sommes perçues par ailleurs par l'assuré ;
- Hypothèse 2 : à hauteur de 95 % TIB + NBI (après déduction CSG/CRDS) du traitement net ou du salaire net, déduction faite des sommes perçues par ailleurs par l'assuré ;

Concernant le régime indemnitaire :

- Le régime indemnitaire est garanti à l'issue de 90 jours de plein traitement.
- Sans dispenser l'employeur de ses obligations conventionnelles ou légales, le régime indemnitaire est versé en incapacité temporaire de travail :
  - o en maladie ordinaire : dans la limite de 40 % ou de 45 % du régime indemnitaire net ;
  - o en longue maladie, maladie longue durée et grave maladie : dans la limite de 90 % ou de 95 % du régime indemnitaire net.

#### Garantie Invalidité :

Quatre hypothèses sont étudiées pour l'ensemble du contrat, à savoir :

- telles que prévues par le décret n° 2022-581 :
  - o Hypothèse 1 : versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % du traitement net de référence ;
  - o Hypothèse 2 : versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 95 % du traitement net de référence ;
- telles que prévues par l'accord collectif national du 11 juillet 2023 :
  - o Hypothèse 3 :
    - versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % du traitement net de référence aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité  $\geq 50$  % ou aux agents affiliés au régime général de la sécurité sociale ou à l'IRCANTEC bénéficiant d'un taux d'invalidité  $\geq 66$  % ou classés en invalidité de 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie ;
    - versement d'une rente proportionnelle au taux d'invalidité aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité  $< 50$  % : selon la formule suivante :  $M = R \times I / 50$  % avec :
      - « M » pour montant de la rente versée ;
      - « R » pour montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50 % ;
      - « I » pour pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL (inférieur à 50 %).
  - o Hypothèse 4 :
    - versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 95 % du traitement net de référence aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité  $\geq 50$  % ou aux agents affiliés au régime général de la sécurité sociale ou à l'IRCANTEC bénéficiant d'un taux d'invalidité  $\geq 66$  % ou classés en invalidité de 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie ;
    - versement d'une rente proportionnelle au taux d'invalidité aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité  $< 50$  % : selon la formule suivante :  $M = R \times I / 50$  % avec :
      - « M » pour montant de la rente versée ;
      - « R » pour montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50 % ;
      - « I » pour pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL (inférieur à 50 %).

## 3.2 GARANTIES OPTIONNELLES

### Garantie Minoration de pension de retraite consécutive à une invalidité :

Trois hypothèses sont étudiées pour l'ensemble du contrat, à savoir, après déduction de la CASA :

- 1) Hypothèse 1 (*en lien avec les hypothèses Invalidité 1 et 3 ci-dessus*) : versement d'une rente compensant 90 % de la perte de retraite due à la cessation anticipée d'activité consécutive à une invalidité permanente ;
- 2) Hypothèse 2 (*en lien avec les hypothèses Invalidité 2 et 4 ci-dessus*) : versement d'une rente compensant 95 % de la perte de retraite due à la cessation anticipée d'activité consécutive à une invalidité permanente ;
- 3) Hypothèse 3 (*en lien avec toutes les hypothèses Invalidité ci-dessus*) : versement d'un capital à hauteur de 5 % du traitement brut annuel par année d'invalidité constatée entre la date de reconnaissance de l'invalidité et l'âge d'ouverture des droits à la retraite de l'assuré.

### Garantie Décès ou Perte Totale et Irréversible d'Autonomie :

Il s'agit du versement d'un capital égal à 100 % du traitement annuel net en cas de réalisation des risques en période de garantie et avant l'âge légal de départ à la retraite.

**Le choix des garanties qui seront retenues in fine dans le contrat et proposées aux agents des collectivités souscriptrices sera opéré par le Comité paritaire de suivi et de pilotage.**

## 4 FINANCEMENT DU RÉGIME

### 4.1 COTISATION D'ASSURANCE

La garantie est accordée moyennant le paiement d'une cotisation mensuelle. Le montant de cette cotisation est obtenu pour chaque garantie par l'application d'un pourcentage sur une assiette de cotisation.

L'assiette de cotisation détermine le calcul des cotisations ainsi que la base de calcul des prestations.

### 4.2 PARTICIPATION EMPLOYEUR

La participation de l'employeur est fixée par délibération, sous forme d'un montant unitaire. Celle-ci, sous réserve d'évolution normative :

- ne peut être inférieure au montant de référence fixé par décret ;
- peut être modulée dans un but d'intérêt social, en prenant en compte la rémunération des agents et, le cas échéant, leur situation familiale.

## 5 ENCADREMENT DES PRATIQUES CONTRACTUELLES

### 5.1 DÉLAI DE PRÉVENANCE EN CAS D'ÉVOLUTIONS TARIFAIRES ET/OU DE RÉSILIATION

Un délai de prévenance minimal obligatoire de 6 mois avant l'échéance contractuelle est fixé en cas d'évolutions tarifaires et/ou de résiliation.

## **5.2 PLAFONNEMENT DES ÉVOLUTIONS TARIFAIRES**

Il sera demandé aux candidats de préciser les évolutions tarifaires et les éventuels plafonnements associés qu'ils peuvent proposer.

## **5.3 REPORTING ANNUEL OBLIGATOIRE AU TITRE DU PILOTAGE DU CONTRAT**

Il sera demandé aux candidats de restituer chaque année, au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, les données de l'année écoulée.

## **6 SÉLECTION DU CONTRAT**

### **6.1 PROCÉDURE DE MARCHÉ PUBLIC**

Le contrat collectif sera souscrit pour une durée de 6 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, prorogeable dans la limite d'un an pour motif d'intérêt général.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin met en œuvre une procédure concurrentielle avec négociation pour sélectionner l'organisme d'assurance avec lequel le contrat collectif sera conclu.

### **6.2 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES**

Les critères d'appréciation des offres sont les suivants :

- 1) Critère 1 : le rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé
  - Qualité des garanties (20/100)
  - Tarification (25/100)
- 2) Critère 2 : le degré effectif de solidarité entre les adhérents ou les souscripteurs, intergénérationnelle, en fonction de la rémunération (5/100)
- 3) Critère 3 : la maîtrise financière du dispositif (25/100)
- 4) Critère 4 : les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques (5/100)
- 5) Critère 5 : les modalités de gestion et d'accompagnement proposées (20/100)

### **6.3 ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le marché est attribué par la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction publique Territoriale du Haut-Rhin.

## **7 MODALITÉS DE SUIVI DE L'ACCORD**

### **7.1 COMITÉ PARITAIRE DE PILOTAGE ET DE SUIVI**

Le comité paritaire de pilotage et de suivi signataire du présent accord sera également associé au suivi régulier des conditions d'application de l'accord collectif local et du contrat collectif de prévoyance sur l'ensemble de sa durée d'exécution.

## **7.2 ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD COLLECTIF LOCAL**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée et cessera de plein droit à l'expiration du contrat collectif.

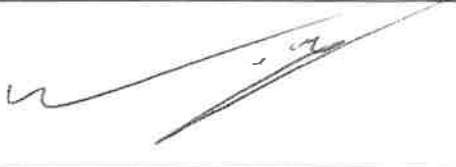

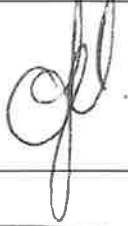
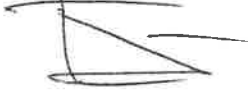
Il entrera en vigueur le lendemain de sa signature.

## **7.3 MODIFICATION, SUSPENSION ET DÉNONCIATION DE L'ACCORD**



Les parties signataires conviennent, notamment en cas de modification du cadre juridique applicable impactant les dispositions du présent accord, de se réunir pour déterminer et négocier les adaptations nécessaires et utiles.

Fait à Colmar, le 7 février 2025.

**Les organisations syndicales représentatives du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et des collectivités affiliées ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin**

Monsieur Romuald WESSANG Représentant de la Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale (FAFPT)	
Madame Patricia CANGEMI Représentant de la Confédération Générale du Travail (CGT)	
Madame Marion PERETTI Représentant de Force Ouvrière (FO)	
Madame Cilia FOUGERES Représentant de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)	
Monsieur Lionel BERTRAND Représentant de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)	

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin ainsi que les collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin

Monsieur Lucien MULLER Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin	
Monsieur Serge NICOLE Maire de Wintzenheim	
Monsieur Michel HABIG Président de la Communauté de Communes du Centre Haut-Rhin	
Monsieur Pascal TURRI Maire de Sierentz	
Madame Monique HANS Maire de Breitenbach	



**ANNEXE 1 : - Tableau des emplois**

<b>TABLEAU DES EMPLOIS ARRETE AU 23/09/2025</b>								
<b>Date de délibération</b>	<b>Emploi</b>	<b>Filière</b>	<b>Cadre d'emploi</b>	<b>Grades</b>	<b>Postes (Pourvus)</b>	<b>Postes (budgétaires)</b>	<b>Statut (Stagiaire, titulaire, contractuel)</b>	<b>Temps de travail</b>
<b>Emplois permanents</b>								
28/03/23	Secrétaire Général de Mairie	Administrative	A-B-C	Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe Rédacteur Territorial Rédacteur Territorial Principal de 2ème classe Rédacteur Territorial Principal de 1ère classe	1	1	Titulaire	Temps complet
28/03/23	Assistant(e) de Gestion Administrative	Administrative	B-C	Adjoint Administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe Rédacteur Territorial Rédacteur Territorial Principal de 2ème classe Rédacteur Territorial Principal de 1ère classe	1	1	Titulaire	Temps complet
28/03/23	Assistant(e) Administratif polyvalent	Administrative	B-C	Adjoint Administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe Rédacteur Territorial Rédacteur Territorial Principal de 2ème classe	0	0	Vacant	Temps complet
28/03/23	Agent d'accueil polyvalent	Administrative	C	Adjoint Administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1	Titulaire	Temps complet

28/03/23	Agent technique polyvalent	Technique	C	Adjoint technique territorial ; Adjoint technique territorial principal de 2ème classe ; Adjoint technique territorial principal de 1ère classe ; Agent de maîtrise territorial ; Agent de maîtrise territorial Principal ;	1	1	1	Stagiaire FPT	Temps complet
28/03/23	Agent technique polyvalent	Technique	C	Adjoint technique territorial ; Adjoint technique territorial principal de 2ème classe ; Adjoint technique territorial principal de 1ère classe ; Agent de maîtrise territorial ; Agent de maîtrise territorial Principal ;	1	1	1	Titulaire	Temps complet
28/03/23	Agent technique polyvalent	Technique	C	Adjoint technique territorial ; Adjoint technique territorial principal de 2ème classe ; Adjoint technique territorial principal de 1ère classe ; Agent de maîtrise territorial ; Agent de maîtrise territorial Principal ;	0	0	0	Vacant	Temps complet
28/03/23	Agent technique polyvalent	Technique	C	Adjoint technique territorial ; Adjoint technique territorial principal de 2ème classe ; Adjoint technique territorial principal de 1ère classe ; Agent de maîtrise territorial ; Agent de maîtrise territorial Principal ;	0	0	0	Vacant	Temps complet
24/09/24	Agent d'entretien	Technique	C	Adjoint technique territorial ; Adjoint technique territorial principal de 2ème classe ; Adjoint technique territorial principal de 1ère classe ; Agent de maîtrise territorial ; Agent de maîtrise territorial Principal ;	0	1	1	Vacant	Temps non complet / 18h
28/03/23	Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant	Médico-Sociale	C	Agent Social Territorial Agent Social Territorial principal de 2ème classe Agent Social Territorial principal de 1ère classe ATSEM principal de 2ème classe ATSEM principal de 1ère classe	1	1	1	Titulaire	Temps complet
28/03/23	Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant	Médico-Sociale	C	ATSEM principal de 2ème classe ATSEM principal de 1ère classe	1	1	1	Titulaire	Temps complet
28/03/23	Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant	Médico-Sociale	C	ATSEM principal de 2ème classe ATSEM principal de 1ère classe	1	1	1	Contractuel CDI	Temps non complet / 28h
28/03/23	Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant	Médico-Sociale	C	ATSEM principal de 2ème classe ATSEM principal de 1ère classe	0	1	1	Vacant	Temps non complet / 28h
23/09/25	Agent d'Accompagnement à l'Education de l'Enfant	Médico-Sociale	C	ATSEM principal de 2ème classe ATSEM principal de 1ère classe	0	1	1	Vacant	Temps non complet / 24h30
28/03/23	Animateur communal	Animation	C	Adjoint d'Animation Adjoint d'Animation principal de 2ème classe Adjoint d'Animation principal de 1ère classe	1	1	1	Titulaire	Temps complet